



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

Annecy, Le 18 juillet 2022

Arrêté n°PAIC-2022-0053

Portant mise en demeure de la société RANNARD Frères, qui exploite une carrière d'éboulis
et de roche massive calcaire sur la commune de Clarafond-Arcine

VU le code de l'environnement et notamment les points I et III de son article L.171-7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 07 juillet 2022 portant cessation de fonctions de M. Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 09 avril 2021 nommant M. Thomas FAUCONNIER, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC 2021-0003 du 13 janvier 2021 portant modification des conditions d'exploiter la carrière Rannard Frères à Clarafond-Arcine ;

VU la visite d'inspection du 22 mars 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 21 juin 2022 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 21 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 22 mars 2022, il a été constaté :

- l'absence de transmission de plan d'exploitation en 2021 (article 3.2.1),
- l'absence de surveillance quotidienne des fronts (article 3.4.2),
- l'absence de justification de la fréquence de passage du géotechnicien (article 3.4.2),
- l'absence de procédure écrite pour l'accès au carreau (article 3.4.3),



- l'absence de rapports de suivi des vibrations lors des tirs conformes à l'article 3.5.4,
- l'absence de registre chronologique pour le transit de matériaux sur la carrière (article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021) ?

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des articles 3.2.1, 3.4.2, 3.4.3, 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2021 et de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions précitées ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La société RANARD Frères, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé au 142 Rue de la Mairie 74270 CLARAFOND-ARCINE est mise en demeure de respecter, sous un délai de deux mois, les dispositions des articles :

- 3.2.1, 3.4.2, 3.4.3 et 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2021 en transmettant :
 - le plan d'exploitation conforme aux points mentionnés à l'article 3.2.1 mis à jour,
 - la justification de la formalisation d'une procédure et d'un registre afin de tracer les actions de surveillance des fronts,
 - la justification de la fréquence de passage d'un géologue pour le suivi géotechnique du site,
 - la procédure d'accès au carreau validée par l'organisme compétent en géotechnique,
 - un rapport conforme aux points demandés dans l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral, pour le compte-rendu des mesures de vibrations liées aux tirs pour l'année 2021.
- 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, en mettant en place le registre chronologique demandé.

Article 2 : Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société RANARD Frères.

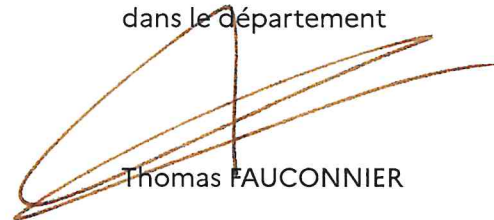
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télécours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Clarafond-Arcine.

Le secrétaire général,
chargé de l'administration de l'État
dans le département



Thomas FAUCONNIER